



N° CE : 62.211
Doc. parl. : n° 8569

LE CONSEIL D'ÉTAT,

appelé par dépêche du Président de la Chambre des députés du 8 juillet 2026 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

Projet de loi
portant fixation des conditions et modalités d'inscription et d'organisation des examens-concours d'admission au stage dans les administrations de l'État

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 8 juillet 2026 et dispensé du second vote constitutionnel ;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'État en sa séance du 19 décembre 2025 ;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 78, paragraphe 4, de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique à l'unanimité des 19 votants, le 10 juillet 2026.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Marc Thewes